

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

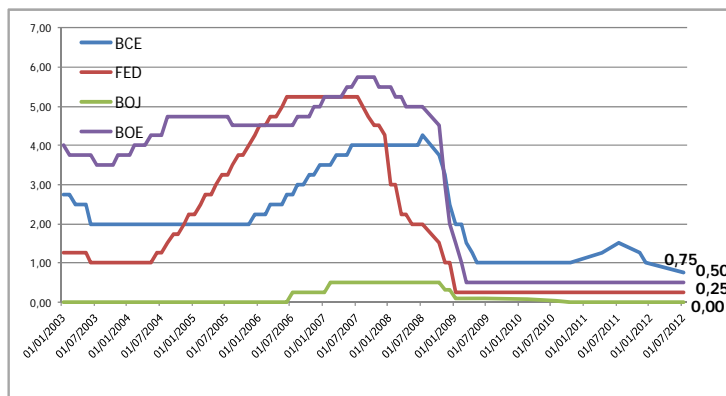
La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 4 octobre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des relèvements de la fiscalité indirecte intervenus dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % en 2012, mais revenir en deçà de ce niveau au cours de l'année prochaine (...). La croissance économique devrait rester faible dans la zone euro, sur fond de tensions persistantes sur certains marchés financiers de la zone euro et d'incertitude élevée qui continuent de peser sur la confiance et le climat des affaires. La décision prise sur les opérations monétaires sur titres (OMT), a contribué à alléger les tensions au cours des dernières semaines, atténuant ainsi les inquiétudes quant à la matérialisation de scénarios néfastes ». M. Draghi a par ailleurs salué la proposition de la Commission européenne du 12 septembre 2012 visant à établir un mécanisme de surveillance unique pour les banques auquel sera associée la BCE. Il a précisé que « le Conseil des gouverneurs considère un tel mécanisme comme l'un des piliers fondamentaux d'une union bancaire et l'un des jalons essentiels sur la voie d'une véritable Union économique et monétaire ».

La Fed lance un nouveau plan de soutien à l'économie

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 13 septembre 2012 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25%. Le Comité a par ailleurs lancé un nouveau plan de soutien à l'économie de 40 milliards de dollars par mois d'achat de dette immobilière, ce qui portera le montant total de ses interventions mensuelles à 85 milliards de dollars.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 3 011 000 fin août 2012, soit une hausse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (+23 900 personnes). Sur un an, il croît de 9,2 % (+10,1 % pour les hommes et +8,3 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16,9 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,4 % en août 2012, stable par rapport à juillet. Il était de 10,2 % en août 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,5 % en août 2012. Il était de 9,7 % en août 2011.

Inflation

Hausse des prix en France au mois d'août

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,7 % en août 2012 ; sur un an, il croît de 2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,3 % en glissement annuel.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,7 % en septembre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à août.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et adopte un quatrième programme d'assouplissement quantitatif de 10 000 milliards de yens

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 19 septembre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a également décidé de porter de 70 000 milliards de yens (700 milliards d'euros) à 80 000 milliards de yens (800 milliards d'euros) son programme d'achats d'actifs afin de relancer l'activité économique. En août 2012, la production industrielle du Japon a baissé de 1,3 % sur un mois et de 4,3 % sur un an, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,3 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 1,8 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, en baisse de 0,1 point par rapport à juillet. En août 2012, les exportations et les importations ont reculé respectivement de 5,8 % et de 5,4 % sur un an. Le déficit commercial a atteint 7,5 milliards d'euros.

Actualité bancaire

Union bancaire européenne

Le 12 septembre 2012, la Commission européenne a proposé la création d'un Mécanisme de surveillance unique (MSU) pour les banques de la zone euro dans lequel la BCE sera chargée de superviser toutes les banques pour assurer la stabilité financière de la zone. Les autorités nationales continueront à jouer un rôle important dans la surveillance courante des banques et dans la mise en œuvre des décisions de la BCE. Cette dernière devra rendre compte régulièrement de ses activités de supervision devant les Etats et le Parlement européen. La Commission a également proposé que l'Autorité bancaire européenne (ABE) mette au point un « manuel de surveillance » unique pour les 27 pays membres de l'Union européenne. La Commission invite le Conseil et le Parlement à adopter ces mesures d'ici à la fin de 2012 afin que le MSU soit opérationnel dès le 1^{er} janvier 2013.

L'impact de la loi Lagarde sur la réforme du crédit à la consommation

Emmanuel Constans, Président du Comité consultatif du secteur financier, a remis le 24 septembre 2012 à Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances, et à Benoît Hamon, Ministre délégué chargé de la Consommation, le rapport réalisé par le cabinet Athling sur l'impact de l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, dite loi Lagarde. Ce rapport avait été commandé par François Baroin, précédent Ministre de l'Economie et des Finances, pour évaluer les conséquences de l'application de la loi, notamment sur le recours aux réserves d'argent et l'assainissement des pratiques commerciales des prêteurs. Le rapport souligne qu'en l'espace de 18 mois, le nombre de crédits renouvelables actifs a baissé de 16,5 % et les ouvertures de comptes ne suffisent pas à compenser les fermetures. Le nombre de transactions à crédit est en très fort recul. Le rapport note une évolution des pratiques des prêteurs mais relève des impacts financiers lourds sur leurs résultats.

Le rapport est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport-integral-athling-lcc.pdf>

Epargne réglementée

Les décrets portant relèvement du plafond du Livret A et le doublement du plafond du livret de développement durable ont été publiés au Journal Officiel de la République du 19 septembre 2012.

Outre-mer

Projet de loi de finances 2013

Les crédits alloués à la mission outre-mer dans le projet de loi de finances 2013 sont en hausse de 4,5 % en autorisation d'engagement à 2,2 milliards d'euros et de 5 % en crédits de paiement à 2 milliards d'euros. Le budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, la relance de l'investissement public, l'insertion professionnelle de la jeunesse et l'emploi.

Projet de loi « contre la vie chère »

Après son adoption au Sénat le 26 septembre 2012, l'Assemblée nationale a adopté le 10 octobre 2012 le projet de loi « contre la vie chère » en outre-mer. L'article 11 précise que le gouvernement peut par décret, définir les tarifs maximums que les établissements bancaires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française peuvent facturer aux personnes physiques résidant en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française pour 16 opérations bancaires.

Pour consulter le dossier législatif :

http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/regulation_economique_outre-mer.asp.

Une Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, se réunira le 25 octobre.

Publications

1 – Epargne réglementée

Le rapport sur la réforme de l'épargne réglementée de Pierre Duquesne a été remis au Ministre de l'Economie et des Finances. Il est disponible en téléchargement sur : <http://www.economie.gouv.fr/files/rapport-duquesne-reforme-epargne-reglemente-2012.pdf>

2 – Protection du consommateur

La protection du consommateur : rationalité limitée et régulation, le rapport de MM. Xavier Gabaix, Augustin Landier et David Thesmar du Conseil d'Analyse Economique a été remis à Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances et Benoit Hamon, Ministre délégué chargé de la Consommation.

Un projet de loi sur la consommation sera présenté au Parlement au début de 2013. Le rapport est disponible sur : <http://cae.gouv.fr/IMG/pdf/101.pdf>

3 - Grande distribution et concurrence en Nouvelle-Calédonie

L'Autorité de la concurrence a publié deux rapports relatifs aux « mécanismes d'importation et de distribution des produits de grande consommation en Nouvelle-Calédonie » et aux structures de contrôle en matière de concurrence en Nouvelle-Calédonie ».

Les documents sont disponibles en téléchargement sur :

http://www.autoritedelaconcurrence.fr/doc/rapport_nvlle_caledonie_distrib.pdf

http://www.autoritedelaconcurrence.fr/doc/rapport_nvle_caledonie_controle.pdf

2 – Actualité régionale

La BoJ maintient le statu quo monétaire et adopte un quatrième programme d'assouplissement quantitatif de 10 000 milliards de yens

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 19 septembre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a également décidé de porter de 70 000 milliards de yens (700 milliards d'euros) à 80 000 milliards de yens (800 milliards d'euros) son programme d'achats d'actifs afin de relancer l'activité économique. En août 2012, la production industrielle du Japon a baissé de 1,3 % sur un mois et de 4,3 % sur un an, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,3 % sur un an.

Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 1,8 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, en baisse de 0,1 point par rapport à juillet. En août 2012, les exportations et les importations ont reculé respectivement de 5,8 % et de 5,4 % sur un an. Le déficit commercial a atteint 7,5 milliards d'euros.

Chine : bonne performance à l'exportation et détente du cours du yuan chinois

Les exportations chinoises ont atteint en septembre un niveau record, à 186,3 milliards de dollars, soit une hausse de 10 % en glissement annuel. Les importations ont augmenté de 2,4 % en un an, totalisant 158,7 milliards de dollars. L'excédent commercial cumulé de la Chine de janvier à septembre s'élève à 148,3 milliards de dollars, sur une valeur globale du commerce extérieur de 2 842 milliards.

En septembre, le cours moyen de la devise chinoise s'est déprécié de 3,1 % sur le mois vis-à-vis de l'euro et du F CFP, mettant fin à une hausse continue observée depuis février 2012.

Stabilité de la fréquentation touristique en Australie

Avec 1,5 million de visiteurs internationaux, la fréquentation touristique en Australie a progressé de 0,4 % (données CVS) au deuxième trimestre. Ceci a généré une hausse du même ordre des dépenses auprès des hôtels et services de location d'appartements (+0,5 %, à 2,2 milliards de dollars australiens), avec un taux de remplissage de 66,2 % (CVS). L'Asie reste le premier marché émetteur de l'Australie, avec 42 % des visiteurs, devant l'Océanie ; 23 % des visiteurs, en majorité originaires de Nouvelle-Zélande. Les voyageurs Calédoniens représentent pour leur part moins de 1 % des arrivées de touristes en Australie.

La Banque centrale australienne (RBA) a annoncé, le 2 octobre, la baisse de 0,25 point de son principal taux directeur, à 3,25 %, afin de soutenir une économie affectée par la crise de la zone euro, le ralentissement de l'économie chinoise et la chute des cours miniers.

Renforcement de la croissance économique néo-zélandaise

Le produit intérieur brut néo-zélandais a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre, après +1 % au trimestre précédent. Cette hausse est principalement imputable aux bonnes performances du secteur agricole (+4,7 %), et plus particulièrement de la production laitière. Les secteurs de la construction (+3,3 %) et de l'industrie manufacturière (+0,8 %) ont aussi contribué à la bonne tenue de l'économie. En rythme annuel, la croissance économique néo-zélandaise se renforce, à +2 % (contre +1,7 % au premier trimestre).

La Reserve Bank of NZ a décidé, le 13 septembre, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Engagement de la profession bancaire en faveur du traitement des situations de surendettement

La Commission de surendettement et les 4 banques de la place ont signé le 8 octobre, en présence du Directeur Général de l'IEOM, M. Nicolas de SEZE, une Charte visant à améliorer le traitement des situations de surendettement en Nouvelle-Calédonie. Cette signature s'inscrit dans la continuité des Conventions, signées en 2011 avec les Centres Communaux d'Actions Sociales (CCAS) des villes de Dumbéa, du Mont-Dore et de Nouméa ainsi qu'avec la Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC), en vue de faciliter la détection précoce des situations de surendettement.

La Charte décline les engagements professionnels du secteur bancaire concernant le traitement des situations de surendettement, en vue de :

- faciliter les relations clientèle avec les personnes surendettées,
- favoriser la mise en place effective des plans de surendettement, par la gratuité des virements périodiques destinés aux créanciers inscrits au plan de remboursement,
- abaisser le coût des tarifs bancaires pour les clients en situation de surendettement.

Mise en service d'un nouveau minéralier

Le minéralier Jules Garnier II a été réceptionné le 4 octobre au quai de Doniambo. Ce minéralier, spécialement conçu pour transporter de la matière liquéfiable, permet d'acheminer en toute sécurité du minerai de nickel quel que soit son taux d'humidité. Fabriqué au Japon selon un cahier des charges élaboré en Nouvelle-Calédonie, ce navire est le premier modèle mondial du genre. D'une capacité de transport de 27 000 tonnes, il sera destiné à approvisionner l'usine métallurgique de Doniambo en minerais présentant les plus hauts risques de liquéfaction.

Nouveaux droits d'exportation de minerai de nickel vers le Japon

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a accordé à la Société Le Nickel (SLN) des droits d'exportations de minerais à faible teneur en nickel vers le Japon, à hauteur de 150 000 tonnes. Il s'agit majoritairement de produits résiduels issus du traitement des minerais en laveries et de saprolites, dont les teneurs en nickel n'excèdent pas 2 %. En 2011, les exportations de minerai de nickel à destination du Japon représentaient déjà plus de 900 000 tonnes, valorisées à 8 milliards de F CFP.

Fusion Xstrata - Glencore

Plusieurs mois après l'annonce de leur fusion, les sociétés Xstrata et Glencore, spécialisées respectivement dans l'extraction minière et le courtage de ressources, sont parvenues à un accord concernant les termes de leur rapprochement. Glencore, qui possède déjà 34 % des parts de Xstrata, devrait émettre 3,05 nouveaux titres pour chaque action de Xstrata, ce qui porterait le coût de la fusion à 36 milliards de dollars.

En Nouvelle-Calédonie, Xstrata Nickel est partenaire à hauteur de 49 % aux côtés de la SMSP sur le projet Koniambo. L'état d'achèvement de l'usine du Nord était évalué, en septembre, à 93 %.

Conclusions des rapports de l'Autorité de la concurrence

L'Autorité de la concurrence a rendu au Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie 2 rapports : le premier concerne les mécanismes d'importation et de distribution des produits de grande consommation, tandis que le second est relatif aux structures de contrôle en matière de concurrence en Nouvelle-Calédonie. Ces rapports préconisent notamment de renforcer la concurrence en amont en agissant sur la structure du marché, plutôt que de contrôler les prix de détail. Ils proposent, par ailleurs, la création d'une Autorité de la concurrence de Nouvelle-Calédonie, qui serait chargée du contrôle des pratiques anticoncurrentielles et du contrôle des opérations de concentration.

Adoption par la Province sud d'un nouveau texte concernant la réhabilitation de l'habitat spontanée

L'Assemblée de la Province sud a adopté le 27 septembre un texte qui relance l'opération de restructuration de l'habitat spontanée, après l'invalidation du précédent dispositif par le tribunal administratif. L'opération vise à acheminer l'eau, l'électricité et à aménager la voirie dans les « squats » de Nouméa et de Dumbéa, moyennant une redevance perçue auprès des bénéficiaires.

Immobilier : rapprochement avec le cadre réglementaire français

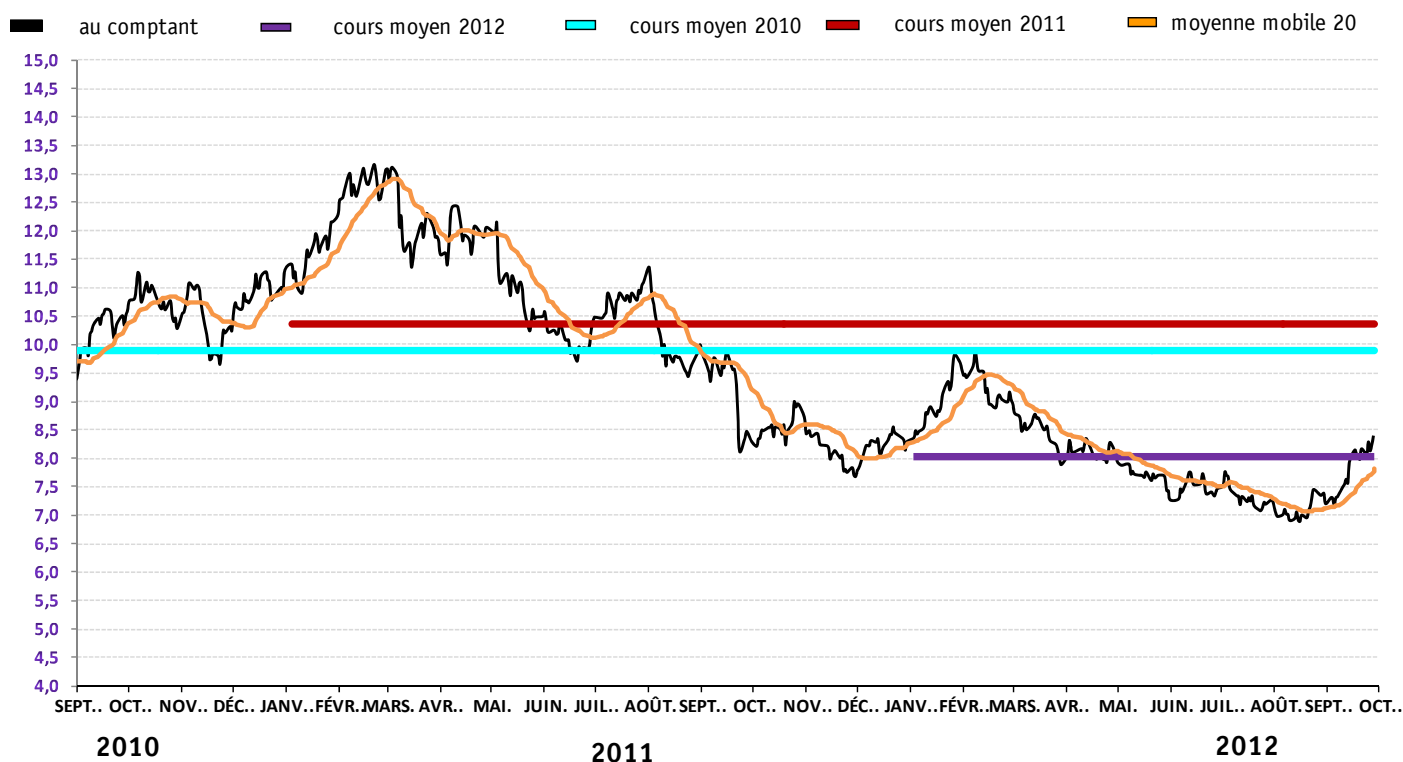
Dans l'optique du transfert de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie du droit civil et des règles concernant l'état civil et le droit commercial prévu le 1^{er} juillet 2013, le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie a adopté 2 propositions afin que soient étendues à la Nouvelle-Calédonie des dispositions des lois nationales concernant les rapports locatifs (loi n°89-462), le statut de la copropriété des immeubles bâtis (loi n°65-557), le dispositif de garantie d'achèvement en cas de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), ainsi que les dispositions réglementaires du code de commerce qui ne s'appliqueraient pas encore sur le territoire.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

| INDICATEURS DE REFERENCE | | | Données brutes | var.mensuelle | gliss. annuel |
|--|------------|----------|----------------|---------------|---------------|
| Indice des prix à la consommation | | sept.-12 | 103,9 | 0,1% | 1,7% |
| Nombre de demandeurs d'emploi | | août-12 | 6 177 | -0,7% | -10,2% |
| COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP) | | | | | |
| Exportations | mensuelles | août-12 | 10 491 | -1,0% | -22,6% |
| | cumulées | août-12 | 81 546 | - | -14,8% |
| Importations | mensuelles | août-12 | 24 108 | -6,3% | -21,0% |
| | cumulées | août-12 | 202 341 | - | -4,2% |
| SECTEURS D'ACTIVITE | | | Données brutes | var.mensuelle | gliss. annuel |
| NICKEL | | | | | |
| • Cours du nickel au LME en USD/livre | | sept.-12 | 7,81 | 10,0% | -15,6% |
| • Cours du nickel au LME en F CFP/livre | | sept.-12 | 723 | 5,9% | -9,9% |
| • Exportations de minerai (en milliers de tonnes) | mensuelles | août-12 | 511 | -21,1% | 24,5% |
| | cumulées | août-12 | 2 854 | - | 15,9% |
| • Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu) | mensuelles | août-12 | 4 978 | 13,0% | -18,1% |
| | cumulées | août-12 | 42 131 | - | 7,1% |
| TOURISME | | | | | |
| • Touristes débarqués | mensuels | août-12 | 8 633 | -24,8% | -34,6% |
| | cumulés | août-12 | 68 636 | - | 1,6% |
| • Nuitées | mensuels | juil.-12 | 53 401 | 15,3% | -4,7% |
| | cumulés | juil.-12 | 361 346 | - | 1,2% |
| • Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa | | juil.-12 | 58,60% | + 5,0 pt | + 1,4 pt |
| • Croisiéristes | | juin-12 | 144 528 | - | 19,9% |
| BTP | | | | | |
| • Ventés totales de ciment (en tonnes) | mensuelles | sept.-12 | 10 353 | -4,3% | -22,2% |
| | cumulées | sept.-12 | 91 585 | - | -18,4% |
| • Index BT 21 (p) | | août-12 | 145,70 | 0,0% | 4,8% |
| • IRL (p) | | août-12 | 116,21 | 0,3% | 3,1% |
| CREVETTES | | | | | |
| • Exportations de crevettes (en tonnes) | mensuelles | sept.-12 | 27 | -63,5% | -40,0% |
| | cumulées | sept.-12 | 778 | - | 13,6% |
| • Exportations de crevettes (en millions de F CFP) | mensuelles | sept.-12 | 36 | -61,7% | -34,5% |
| | cumulées | sept.-12 | 1 090 | - | 11,2% |
| COMMERCE AUTOMOBILE | | | | | |
| Immatriculations de voitures particulières neuves | mensuelles | sept.-12 | 473 | -36,7% | -17,0% |
| | cumulées | sept.-12 | 5 674 | - | -0,9% |

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

| en millions de F CFP | août-10 | août-11 | août-12 | var 11/10 | var 12/11 |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|-------------|-------------|
| Circulation fiduciaire | 13 356 | 14 703 | 15 788 | 10,1% | 7,4% |
| Dépôts à vue | 208 332 | 226 343 | 243 302 | 8,6% | 7,5% |
| Total M1 | 221 688 | 241 046 | 259 090 | 8,7% | 7,5% |
| M2-M1 | 91 498 | 98 898 | 102 861 | 8,1% | 4,0% |
| Total M3 | 491 565 | 522 433 | 562 658 | 6,3% | 7,7% |

Concours de caractère bancaire

| en millions de F CFP | juin-10 | juin-11 | juin-12 | var 11/10 | var 12/11 |
|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|-------------|-------------|
| Entreprises | 388 969 | 409 555 | 435 712 | 5,3% | 6,4% |
| Ménages | 343 803 | 371 959 | 395 785 | 8,2% | 6,4% |
| Collectivités locales | 46 589 | 47 887 | 54 132 | 2,8% | 13,0% |
| Autres agents de CCB non ventilés | 11 228 | 14 332 | 14 771 | 27,6% | 3,1% |
| Total encours sain | 790 590 | 843 732 | 900 400 | 6,7% | 6,7% |
| Créances douteuses brutes | 15 898 | 18 769 | 19 741 | 18,1% | 5,2% |
| Total encours brut | 806 488 | 862 501 | 920 141 | 6,9% | 6,7% |

Interdits bancaires

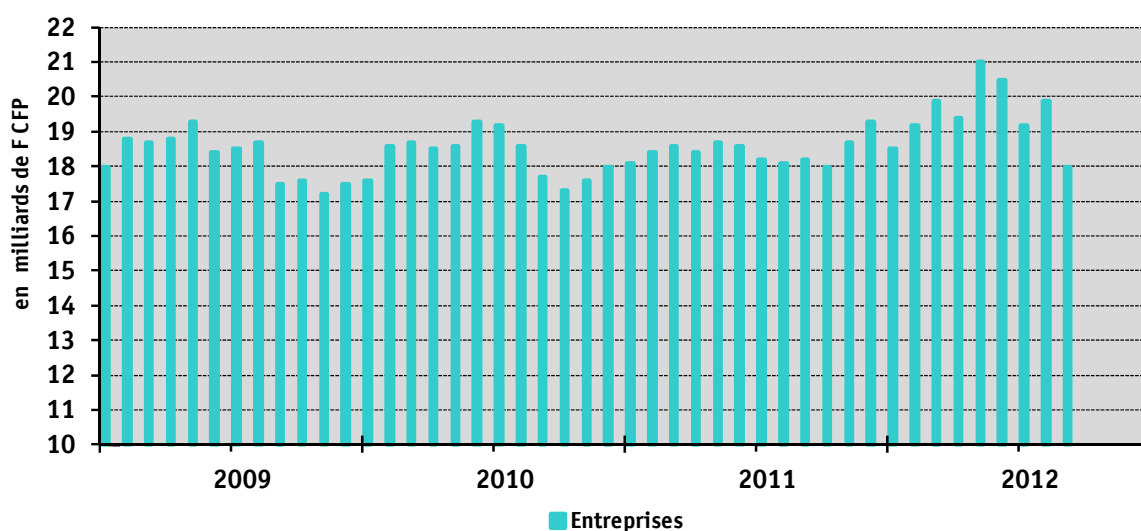
| INDICATEURS IEOM | | | Données brutes | var.mensuelle | gliss. annuel |
|---------------------|--------------------------|----------|----------------|---------------|---------------|
| Interdits bancaires | stock | sept.-12 | 7 043 | 0,4% | 12,5% |
| | dont personnes physiques | sept.-12 | 6 266 | 0,3% | 12,7% |
| | dont personnes morales | sept.-12 | 777 | 0,8% | 10,7% |

Cotation

| INDICATEURS IEOM | | | Données brutes | var.mensuelle | gliss. annuel |
|------------------|--|----------|----------------|---------------|---------------|
| | Cotes valides | sept.-12 | 15 071 | 0,5% | 8,1% |
| | Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM | sept.-12 | 4 966 | 1,7% | 23,5% |

Refinancement des entreprises

| INDICATEURS IEOM | | | Données brutes | var.mensuelle | gliss. annuel |
|---------------------------------------|-------------|----------|----------------|---------------|---------------|
| Refinancement (en milliards de F CFP) | Entreprises | sept.-12 | 18,0 | -9,8% | -1,1% |



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

| | date | 2011 | 2012 | Var . |
|--|------|---------|---------|----------|
| Indice des prix à la consommation | sept | 102,18 | 103,88 | 1,7% |
| Entreprises | | | | |
| nb d'entreprises (a) | juin | 52 374 | 55 516 | 6,0% |
| dont nb d'entreprises sans salarié (a) | juin | 45 938 | 49 363 | 7,5% |
| créations d'entreprises | juin | 2 707 | 2 709 | 0,1% |
| cessations d'entreprises (p) | juin | 1 614 | 1 401 | -13,2% |
| liquidations judiciaires (nb) | juin | 53 | 73 | 37,7% |
| redressements judiciaires (nb) | juin | 33 | 57 | 72,7% |
| personnes morales en interdiction bancaire (nb) | sept | 702 | 777 | 10,7% |
| ventes de ciment local (tonnes) | août | 96 779 | 81 187 | -16,1% |
| importations de ciment (tonnes) | août | 2 079 | 243 | -88,3% |
| total ciment (tonnes) | août | 98 858 | 81 430 | -17,6% |
| importations de biens d'équipement (M FCFP) | juin | 13 847 | 16 582 | 19,8% |
| importations de véhicules utilitaires (M FCFP) | août | 5 331 | 5 408 | 1,5% |
| immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb) | juil | 2 541 | 2 089 | -17,8% |
| Ménages | | | | |
| emploi salarié (nb) | juin | 88 023 | 88 166 | 0,2% |
| dont secteur privé | juin | 63 873 | 63 488 | -0,6% |
| dont secteur public | juin | 24 150 | 24 678 | 2,2% |
| demandes d'emploi de fin de mois | août | 6 879 | 6 177 | -10,2% |
| demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année) | août | 7 219 | 6 376 | -11,7% |
| chômeurs indemnisés | août | 1 742 | 1 861 | 6,8% |
| montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP) | août | 828,4 | 887,6 | 7,1% |
| personnes physiques en interdiction bancaire (nb) | sept | 5 559 | 6 266 | 12,7% |
| décisions retraits cartes bancaires | août | 1 949 | 2 287 | 17,3% |
| incidents paiements sur chèques | août | 17 492 | 24 025 | 37,3% |
| immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb) | juil | 4 387 | 4 454 | 1,5% |
| importations de véhicules de tourisme (M FCFP) | août | 11 129 | 11 712 | 5,2% |
| importations de produits alimentaires (M FCFP) | juin | 15 494 | 17 268 | 11,5% |
| importations de biens de consommation courante (M FCFP) | juin | 8 396 | 8 358 | -0,5% |
| Echanges | | | | |
| nombre de touristes | août | 67 553 | 68 636 | 1,6% |
| nombre de croisiéristes | juin | 111 338 | 144 528 | 29,8% |
| taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa | juil | 57,9% | 56,9% | -1,0 pt |
| moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année | sept | 11,08 | 8,03 | -27,5% |
| cours du nickel au LME en \$/lb | sept | 9,25 | 7,81 | -15,6% |
| exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes) | août | 2 463 | 2 854 | 15,9% |
| exportations de minerai de nickel (M FCFP) | août | 14 538 | 14 787 | 1,7% |
| exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu) | août | 40 751 | 41 898 | 2,8% |
| exportations métallurgique de nickel (M FCFP) | août | 73 695 | 58 951 | -20,0% |
| exportations de crevettes congelées (en tonnes) | août | 640 | 751 | 17,3% |
| exportations de crevettes congelées (M FCFP) | août | 925 | 1 054 | 13,9% |
| exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes | août | 89 158 | 74 793 | -16,1% |
| part de ces produits dans le total des exportations | août | 93% | 92% | -1,5 pt |
| total des importations (M FCFP) | août | 211 222 | 202 341 | -4,2% |
| total des exportations (M FCFP) | août | 95 679 | 81 546 | -14,8% |
| taux de couverture | août | 45,30% | 40,30% | -5,0 pts |
| recettes douanières (M FCFP) | juin | 21 865 | 23 883 | 9,2% |
| Indicateurs financiers (M de FCFP) | | | | |
| Dépôts à vue | août | 226 343 | 243 302 | 7,5% |
| M1 | août | 241 046 | 259 090 | 7,5% |
| M2 | août | 339 944 | 361 951 | 6,5% |
| Dépôts à termes | août | 182 353 | 198 276 | 8,7% |
| M3 | août | 522 433 | 562 658 | 7,7% |
| P1 | août | 3 968 | 3 881 | -2,2% |
| coût du crédit aux entreprises- court terme | juil | 5,46% | 5,36% | -0,10 pt |
| coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme | juil | 4,58% | 4,20% | -0,38 pt |
| coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers | juil | 4,63 % | 4,70 % | 0,07 pt |
| coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP | juil | ns | ns | ns |
| ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p) | juin | 862 507 | 920 141 | 6,7% |
| Ménages | juin | 371 959 | 395 785 | 6,4% |
| dont crédits à la consommation | juin | 69 362 | 72 136 | 4,0% |
| dont crédits à l'habitat | juin | 297 652 | 317 881 | 6,8% |
| Entreprises | juin | 409 560 | 435 712 | 6,4% |
| dont crédits d'exploitation | juin | 77 295 | 83 247 | 7,7% |
| dont crédits d'investissement | juin | 218 507 | 230 640 | 5,6% |
| dont crédits à la construction | juin | 101 256 | 109 046 | 7,7% |
| Collectivités locales | juin | 47 887 | 54 132 | 13,0% |
| dont d'investissement | juin | 43 897 | 52 713 | 20,1% |
| Autres agents de CCB non ventilés | juin | 14 332 | 14 771 | 3,1% |
| créances douteuses brutes | juin | 18 769 | 19 741 | 5,2% |
| taux de créances douteuses brutes | juin | 2,2% | 2,1% | -0,1 pt |
| ensemble des actifs financiers | juin | 626 008 | 640 252 | 2,3% |
| Ménages | juin | 332 928 | 350 776 | 5,4% |
| Sociétés | juin | 201 003 | 197 036 | -2,0% |
| Autres agents | juin | 92 077 | 92 440 | 0,4% |
| dont assurances-vie | juin | 99 381 | 101 819 | 2,5% |

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

La croissance néo-zélandaise se maintient

Le PIB néo-zélandais progresse de 0,6 % au 2^e trimestre 2012 contre 1,0 % au 1^{er} trimestre 2012. Le secteur de l'agriculture (+4,7 %) a contribué le plus fortement à la croissance grâce à une augmentation de la production de lait. L'activité dans le secteur du BTP a également été soutenue (+3,3 %), tirée par des projets de réalisation d'infrastructures (routes, ponts, etc.). Sur un an, le PIB progresse de 2,0 %, affichant la plus forte progression annuelle depuis mars 2008.

Ralentissement de la croissance des économies asiatiques

La Banque Mondiale prévoit un fléchissement de la croissance des économies des pays asiatiques et du Pacifique. L'institution estime qu'en 2012, le taux de croissance moyen pour la région Asie-Pacifique s'élèvera à 7,2 % contre 8,2 % en 2011. Le PIB chinois devrait croître de 7,7 % en 2012, en baisse de 1,6 point sur un an. Néanmoins la banque prévoit une reprise de la croissance en 2013 grâce notamment à une demande intérieure plus vigoureuse (+7,6 % pour la zone Asie-Pacifique et +8,1 % pour la Chine).

L'Australie, 12^e puissance économique mondiale

Malgré un contexte mondial défavorable, l'économie australienne demeure l'une des plus performantes des pays développés. Membre du G20, l'Australie affiche une croissance positive depuis 20 ans. Depuis 1991, le taux de croissance moyen annuel s'élève à 3,5 %. Selon le classement du FMI, l'Australie est la 12^e puissance économique mondiale, devant la Corée du Sud, le Mexique et l'Espagne (l'Australie se classait en 2007 en 15^e position). Cette croissance est, notamment, tirée par les investissements dans les secteurs miniers et gaziers.

3 – Brèves locales

XI^e forum des PTOM-Union Européenne

Le XI^e forum des Pays et Territoires d'Outre-mer s'est tenu, du 25 au 27 septembre, à Ilulissat au Groenland. Les PTOM regroupent 26 territoires ne faisant pas partie intégrante de l'Union européenne mais qui sont liés à des Etats membres (Danemark, France, Pays-Bas et Royaume-Uni). Le forum a réuni les représentants de l'Union européenne, des PTOM et des états membres afin de préciser la Décision d'association Outre-mer (DAO) pour la période 2014-2020. Ce document détaille les modalités des relations entre l'UE et les différents PTOM. A cet effet, une délégation composée du Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna et du Chef du service de coordination des politiques publiques et du développement représentait le Territoire au Forum. La DAO pour la période 2014-2020 accentue en particulier le renforcement des partenariats en matière d'environnement.

Contrat social 2012-2016

Le Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna ainsi qu'une mission de l'Assemblée territoriale ont été reçus à Paris le 2 octobre par le Ministre des Outre-mer, Victorin Lurel. Lors de cette rencontre, sept dossiers ont été étudiés dont le contrat social pour la période 2012-2016. Le contrat détermine les engagements de l'Etat et du Territoire en matière d'aide aux personnes âgées et handicapées. La réunion portait principalement sur la répartition entre l'Etat et le Territoire du financement du contrat qui s'élève à 1,2 milliard de F CFP. La participation de l'Etat devrait atteindre 960 millions de F CFP, soit 80 % du contrat.

IX^e édition des Mini-jeux du Pacifique

L'évènement se tiendra en septembre 2013 sur différents sites de l'archipel. Cette manifestation offrira une opportunité exceptionnelle de promouvoir le Territoire et d'impulser l'économie (secteur du bâtiment, tourisme, etc.) L'évènement étalé sur une dizaine de jours réunira des sportifs de 22 Etats et territoires insulaires du pacifique autour de compétitions dans huit disciplines sportives. Le Comité organisateur dispose d'un budget de près de 380 millions de F CFP pour la réalisation de ces jeux. Une journée de rencontre et de présentation des Mini-jeux a été organisée un an jour pour jour avant le lancement de la compétition, pour présenter les disciplines et démarrer la campagne de recrutement des bénévoles indispensables à la réalisation de cette manifestation sportive.

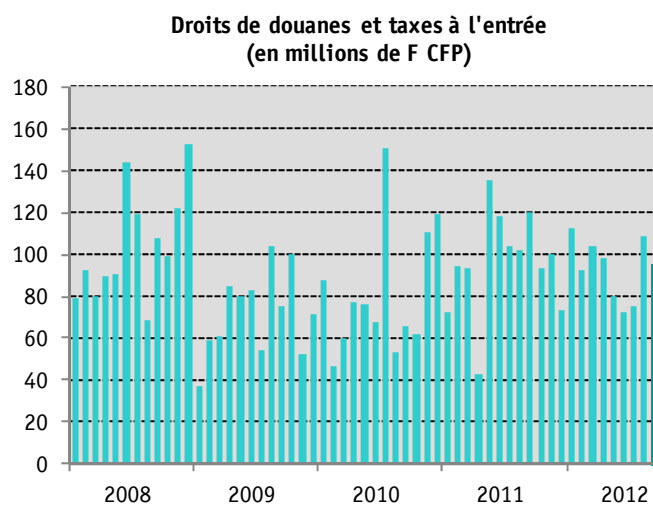
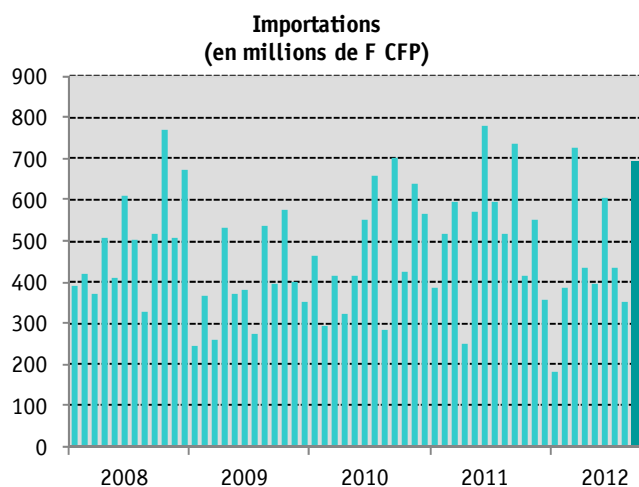
Publications

La note expresse n°167 Tendances Conjoncture Outre-mer du 2^e trimestre 2012 est téléchargeable sur le lien suivant : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne167_tendances_conjoncture_om_2t2012.pdf.

4 – Les indicateurs de référence

| | | | Données brutes | ▲/mois | ▲/an | |
|---|------------|---------|----------------|--------|--------|------|
| Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008) | | | 2T 12 | 112,85 | - | 5,3% |
| SMIG mensuel en XPF | | | juil-12 | 86 109 | - | 4,7% |
| Nombre d'emplois salariés | | | déc-11 | 2 027 | - | 2,3% |
| Echanges extérieurs (millions de XPF) | | | | | | |
| Importations | mensuelles | sept-12 | 690 | 96,8% | -5,9% | |
| | cumulées | sept-12 | 4 205 | - | -14,9% | |
| Droits de douanes + taxes à l'entrée | mensuels | sept-12 | 95 | -12,9% | -20,9% | |
| Droits de douanes + taxes à l'entrée | cumulés | sept-12 | 839 | - | -4,9% | |
| Taxes intérieures de consommation | cumulées | sept-12 | 332 | - | 6,9% | |
| SECTEURS D'ACTIVITÉ | | | Données brutes | ▲/mois | ▲/an | |
| Energie | | | | | | |
| Production brute d'électricité (milliers de kWh) | mensuelle | juin-12 | 1 502 | -6,3% | -8,9% | |
| Consommation de gazole (milliers de litres) | mensuelle | juin-12 | 602 | 3,9% | -3,1% | |
| Consommation d'essence (milliers de litres) | mensuelle | juin-12 | 151 | 6,4% | -6,4% | |
| Transports | | | | | | |
| Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs | mensuel | sept-12 | 2 962 | 40,4% | 20,7% | |
| | cumulé | sept-12 | 21 457 | - | 0,3% | |
| Nombre de passagers vols domestiques | mensuel | sept-12 | 1 385 | 26,4% | 15,4% | |
| | cumulé | sept-12 | 10 140 | - | -0,4% | |
| Touchées de navires de marchandises | mensuelles | sept-12 | 4 | 100,0% | 33,3% | |
| | cumulées | sept-12 | 27 | - | 3,8% | |
| Nombre d'immatriculations de véhicules neufs | mensuel | sept-12 | 13 | 85,7% | 44,4% | |

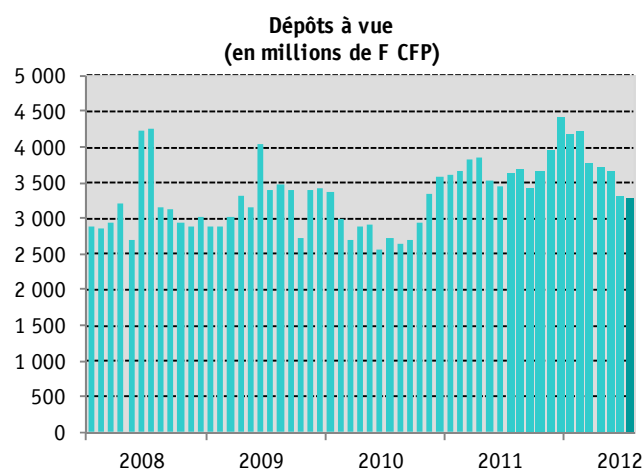
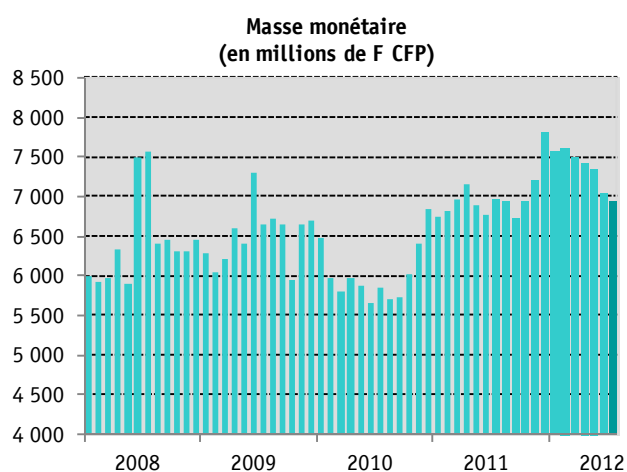
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

M3 impactée par la baisse des dépôts à vue

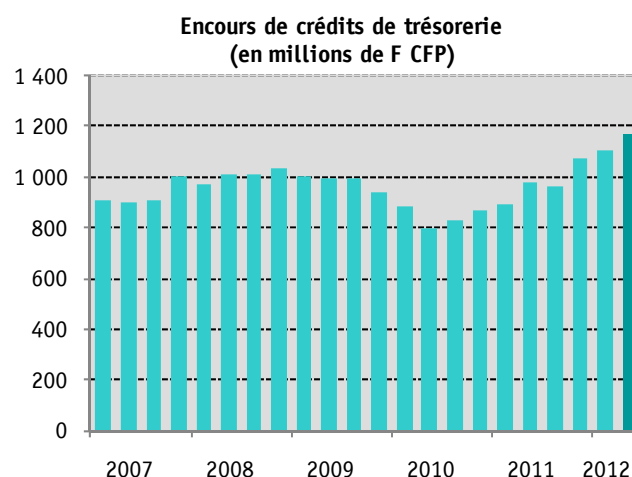
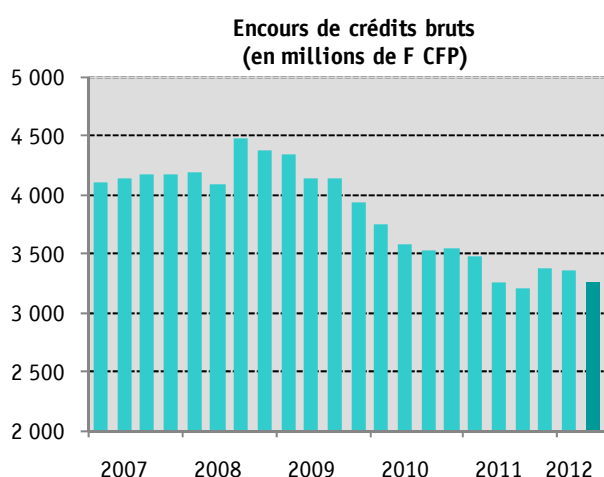


| en millions de F CFP | juil-11 | juin-12 | juil-12 | ▲/mois | ▲/an |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Circulation fiduciaire | 2 072 | 2 171 | 2 116 | -2,5% | 2,1% |
| Dépôts à vue | 3 643 | 3 321 | 3 289 | -1,0% | -9,7% |
| Total M1 | 5 715 | 5 492 | 5 405 | -1,6% | -5,4% |
| M2-M1 | 583 | 551 | 557 | 1,1% | -4,6% |
| Total M3 | 6 951 | 7 028 | 6 947 | -1,2% | -0,1% |

Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits de trésorerie et baisse des crédits à l'équipement

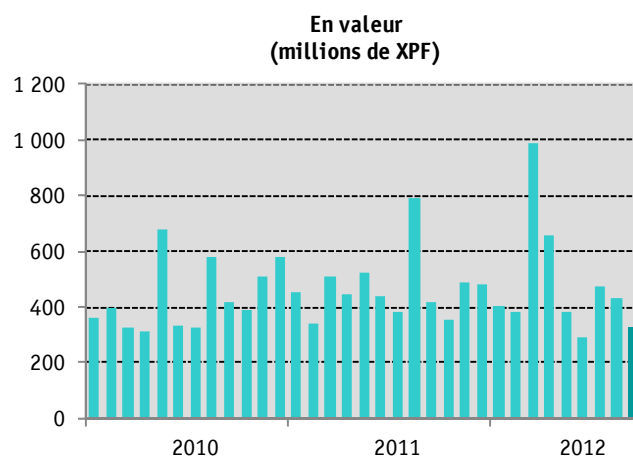
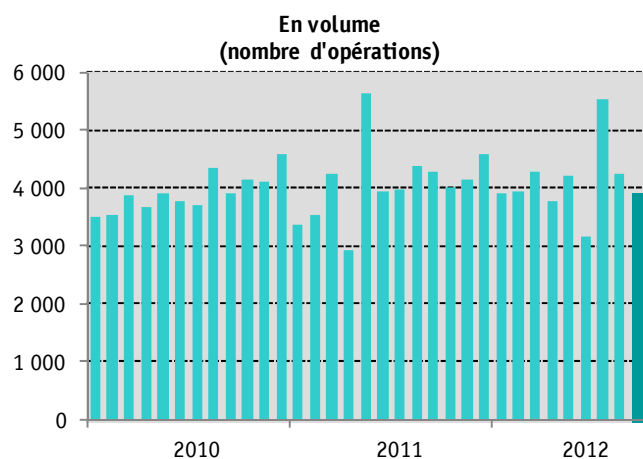
| en millions de F CFP | juin-10 | juin-11 | juin-12 | ▲/an |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Crédits de trésorerie | 801 | 896 | 1 169 | 30,5% |
| Crédits à l'équipement | 1 352 | 1 136 | 1 028 | -9,6% |
| Crédits à l'habitat | 418 | 353 | 401 | 13,8% |
| Autres crédits | 243 | 207 | 159 | -23,0% |
| Total encours sain | 2 814 | 2 592 | 2 757 | 6,4% |
| Créances douteuses brutes | 769 | 586 | 508 | -13,3% |
| Total encours brut | 3 583 | 3 178 | 3 266 | 2,8% |



Compensation

Fléchissement des opérations de compensation

| | sept-11 | août-12 | sept-12 | cumul 2012 | ▲/mois | ▲/an |
|-----------------------------------|---------|---------|---------|------------|--------|--------|
| Compensation (en nbre) | 4 289 | 4 244 | 3 918 | 37 007 | -7,7% | -8,7% |
| Compensation (en millions de CFP) | 421 | 431 | 326 | 4 335 | -24,4% | -22,6% |

Incidents bancaires

Baisse des incidents de paiement par chèque

| en nombre | sept-11 | août-12 | sept-12 | cumul 2012 | ▲/mois | ▲/an |
|----------------------------------|---------|---------|---------|------------|--------|---------|
| Incidents de paiement par chèque | 206 | 69 | 47 | 805 | -31,9% | -77% |
| Retraits de cartes bancaires | 1 | 0 | 0 | 10 | - | -100,0% |

Interdits bancaires

Diminution du nombre de personne physiques en situation d'interdits bancaires

| en nombre | sept-11 | août-12 | sept-12 | ▲/mois | ▲/an |
|---|------------|------------|------------|--------------|--------------|
| Interdits bancaires en fin de mois | 429 | 422 | 417 | -1,2% | -2,8% |
| - dont personnes physiques | 421 | 411 | 406 | -1,2% | -3,6% |
| - dont personnes morales | 8 | 11 | 11 | 0,0% | 37,5% |

Cotation

Accroissement du nombre de cotation sur l'année

| en nombre | sept-11 | août-12 | sept-12 | ▲/mois | ▲/an |
|--|-----------|-----------|-----------|--------------|---------------|
| Cotes valides | 17 | 38 | 37 | -2,6% | 117,6% |
| Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM | 3 | 11 | 10 | -9,1% | 233,3% |

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

| | date | 2011 | 2012 | ▲/an |
|--|-----------|--------------|--------------|--------------|
| <u>Indicateurs économiques</u> | | | | |
| Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008) | 2eT | 107,14 | 112,85 | 5,3% |
| Entreprises | | | | |
| personnes morales en interdiction bancaire (nb) | septembre | 8 | 11 | 37,5% |
| importations de biens d'équipement (M XPF) | septembre | 755 | 463 | -38,6% |
| importations de véhicules utilitaires (M XPF) | septembre | 91 | 20 | -77,7% |
| immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb) | septembre | 65 | 38 | -41,5% |
| Ménages | | | | |
| emploi salarié (nb) | décembre | 2 027 | - | - |
| dont secteur privé | décembre | 841 | - | - |
| dont secteur public | décembre | 1 186 | - | - |
| montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF) | septembre | 486 | 510 | 4,7% |
| personnes physiques en interdiction bancaire (nb) | septembre | 421 | 406 | -3,6% |
| décision retrait cartes bancaires | septembre | 9 | 10 | 11,1% |
| incidents paiements sur chèques | septembre | 970 | 805 | -17,0% |
| importations de produits alimentaires (M XPF) | septembre | 1 332 | 1 136 | -14,8% |
| importations de biens de consommation courante (M XPF) | septembre | 696 | 608 | -12,7% |
| importations de véhicules de tourisme (M XPF) | septembre | 232 | 250 | 7,6% |
| immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb) | septembre | 62 | 82 | 32,3% |
| Echanges extérieurs en millions de XPF | | | | |
| importations | septembre | 4 942 | 4 205 | -14,9% |
| exportations | septembre | - | - | - |
| recettes douanières | septembre | 1 203 | 1 182 | -1,7% |
| dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF) | septembre | 882 | 839 | -4,9% |
| dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF) | septembre | 310 | 332 | 6,9% |
| <u>Indicateurs financiers</u> | | | | |
| La masse monétaire | | | | |
| Dépôts à vue | juillet | 3 643 | 3 289 | -9,7% |
| M1 | juillet | 5 715 | 5 405 | -5,4% |
| M2 | juillet | 6 298 | 5 962 | -5,3% |
| Dépôts à terme | juillet | 652 | 985 | 51,0% |
| M3 | juillet | 6 951 | 6 947 | -0,1% |
| Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues | | | | |
| | juin | 3 260 | 3 268 | 0,2% |
| Ménages | juin | 1 272 | 1 453 | 14,3% |
| dont crédits à la consommation | juin | 919 | 1 186 | 29,0% |
| dont crédits à l'habitat | juin | 353 | 268 | -24,0% |
| Entreprises | juin | 1 033 | 978 | -5,3% |
| dont crédits d'exploitation | juin | 146 | 31 | -78,7% |
| dont crédits d'investissement | juin | 847 | 754 | -11,0% |
| Collectivités locales | juin | 289 | 274 | -5,4% |
| Autres agents et CCB non ventilés | juin | 80 | 52 | -35,1% |
| créances douteuses brutes | juin | 586 | 508 | -13,3% |
| taux de créances douteuses | juin | 18,0% | 15,6% | -2,4 pt |
| Ensemble des actifs financiers | | | | |
| Ménages | juin | 2 882 | 3 071 | 6,5% |
| dont assurances-vie | juin | 930 | 976 | 4,9% |
| Sociétés | juin | 1 368 | 1 665 | 21,7% |
| Autres agents | juin | 3 966 | 3 869 | -2,4% |

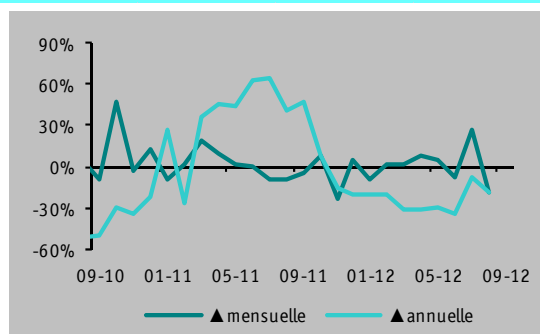
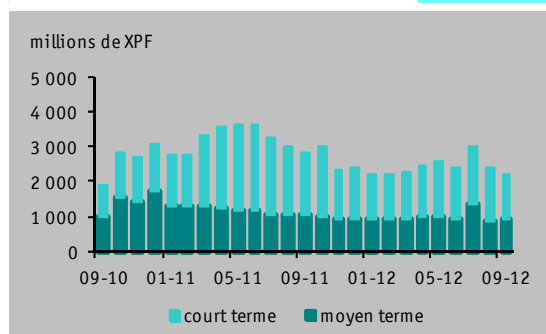
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Baisse significative en rythme annuel

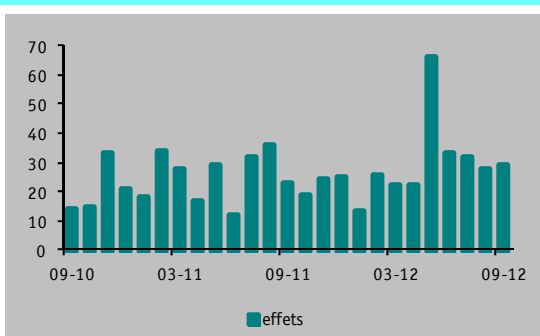
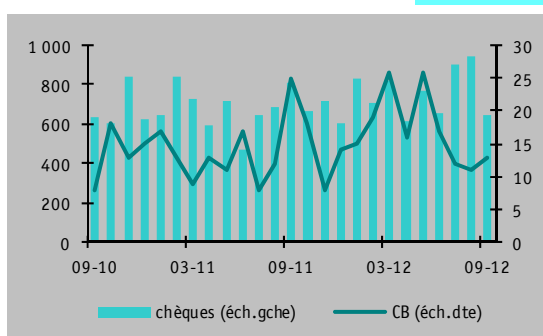
| en millions de F CFP | sept-11 | août-12 | sept-12 | ▲/mois | ▲/an |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Utilisations à court terme | 1 803 | 1 546 | 1 297 | -16,1% | -28,1% |
| Utilisations à moyen terme | 1 000 | 860 | 888 | 3,2% | -11,2% |
| Refinancement total | 2 803 | 2 406 | 2 185 | -9,2% | -22,1% |



Incidents de paiement

Repli des incidents de paiement sur les chèques

| en nombre | sept-11 | août-12 | sept-12 | ▲/mois | ▲/an |
|--------------------------------|------------|------------|------------|---------------|---------------|
| Incidents de paiement : | 861 | 984 | 688 | -30,1% | -20,1% |
| - sur chèques | 813 | 945 | 646 | -31,6% | -20,5% |
| - sur effets | 23 | 28 | 29 | 3,6% | 26,1% |
| - retraits de cartes bancaires | 25 | 11 | 13 | 18,2% | -48,0% |



Interdits bancaires

Recul des interdits bancaires pour les personnes physiques

| en nombre | sept-11 | août-12 | sept-12 | ▲/mois | ▲/an |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Interdits bancaires en fin de mois | 3 583 | 3 605 | 3 547 | -1,6% | -1,0% |
| - dont personnes physiques | 3 154 | 3 128 | 3 075 | -1,7% | -2,5% |
| - dont personnes morales | 429 | 477 | 472 | -1,0% | 10,0% |

Cotation

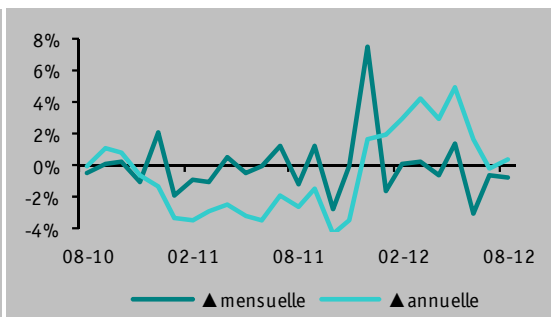
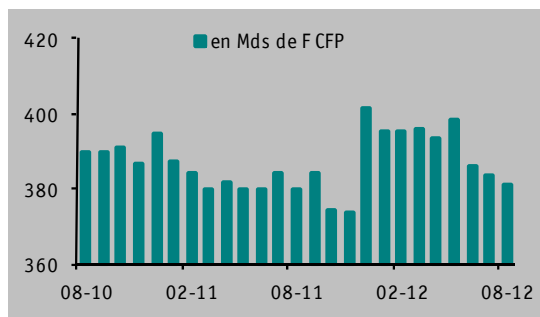
Nombre d'entreprises éligibles au refinancement en hausse

| en nombre | sept-11 | août-12 | sept-12 | ▲/mois | ▲/an |
|---|---------|---------|---------|--------|-------|
| Entreprises cotées : | 6 898 | 7 638 | 7 681 | 0,6% | 11,4% |
| dont ent. cotées sur doc. comptable valide | 1 358 | 1 490 | 1 533 | 2,9% | 12,9% |
| Entreprises éligibles au refinancement IEOM | 1 487 | 1 796 | 1 817 | 1,2% | 22,2% |

Masse monétaire

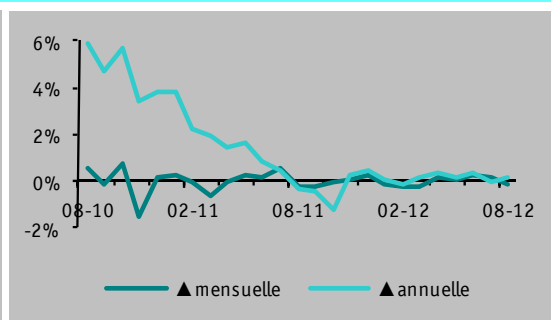
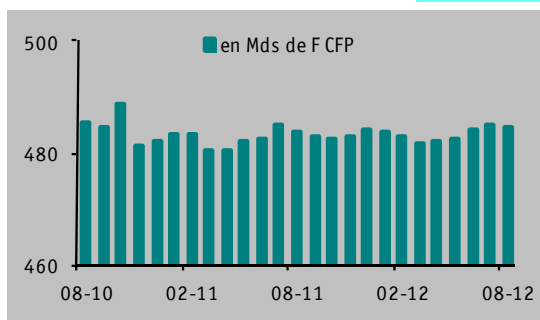
Stabilisation de M3 sur l'année

| en millions de F CFP | août-11 | juil-12 | août-12 | ▲/mois | ▲/an |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------|-------------|
| Circulation fiduciaire | 14 693 | 15 539 | 15 225 | -2,0% | 3,6% |
| Dépôts à vue | 149 322 | 143 009 | 139 548 | -2,4% | -6,5% |
| Comptes sur livrets | 102 103 | 99 953 | 100 596 | 0,6% | -1,5% |
| Comptes d'épargne logement | 307 | 347 | 348 | 0,5% | 13,6% |
| Dépôts à terme | 110 589 | 122 799 | 123 155 | 0,3% | 11,4% |
| Autres | 2 630 | 2 115 | 2 083 | -1,5% | -20,8% |
| Total M3 | 379 643 | 383 761 | 380 955 | -0,7% | 0,3% |

Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours global

| en millions de F CFP | août-11 | juil-12 | août-12 | ▲/mois | ▲/an |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|--------------|-------------|
| Crédits de trésorerie | 133 780 | 129 106 | 128 047 | -0,8% | -4,3% |
| Crédits d'équipement | 62 734 | 67 346 | 67 073 | -0,4% | 6,9% |
| Crédits à l'habitat | 158 036 | 162 313 | 162 786 | 0,3% | 3,0% |
| Autres crédits | 72 206 | 67 526 | 66 821 | -1,0% | -7,5% |
| Créances dout. brutes | 57 000 | 58 845 | 59 685 | 1,4% | 4,7% |
| Total CCB | 483 756 | 485 137 | 484 411 | -0,1% | 0,1% |



3 – Brèves économiques locales

Transport maritime

Un nouveau navire pour remplacer l'Aranui 3

La compagnie polynésienne de transport maritime (CPTM) a annoncé en septembre la construction de son futur navire, l'Aranui 5, pour remplacer l'Aranui 3. Mis en chantier en Chine, pour un investissement de 4 milliards de F CFP, il devrait être livré en 2014. Avec ce nouveau navire, la CPTM souhaite développer l'activité croisière tout en continuant à assurer du fret. Il pourra accueillir 399 personnes, dont 296 croisiéristes et 103 membres d'équipage. La CPTM prévoit ainsi de doubler le personnel hôtelier à bord. Outre la desserte habituelle des îles Marquises, une escale supplémentaire à Bora-Bora pourrait être proposée sur le retour.

Tourisme

Une carte bleue chinoise acceptée dans les distributeurs automatiques

Depuis le 20 septembre, les touristes chinois en possession d'une carte Union Pay peuvent effectuer des retraits d'espèces aux distributeurs de la banque Socredo. Ce partenariat entre la banque Socredo et la China Union Pay facilitera ainsi les voyages de touristes chinois en Polynésie française et permettra à la destination d'être plus attractive.

Entreprises

2^{ème} édition du salon Planète PME

La 2^{ème} édition du salon Planète PME, organisée par la confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), s'est tenue le jeudi 20 septembre à la présidence de Polynésie française. Plus de 50 exposants (sociétés, banques, CPS, chambre des notaires, etc.) étaient présents pour faire la promotion de leurs entreprises. L'objectif de ce salon est de susciter l'intérêt pour la création d'entreprise.

Selon la CGPME, le salon aurait attiré plus de 1 500 visiteurs.

Aquaculture

Etude de marché pour l'exportation de bénitiers

Lundi 24 septembre 2012, une convention a été signée entre le ministre des Ressources marines et l'Agence française de développement (AFD) pour lancer une étude de marché pour l'exportation des bénitiers. Cette étude permettra de connaître les besoins des marchés mondiaux en chair de bénitier, afin d'adapter la production polynésienne. Elle sera financée à 15 % par le Pays, à 42,5 % par l'AFD et à 42,5 % par le Fond français pour l'environnement mondial (FFEM).

Santé

Le Pays prête 1 milliard de F CFP à l'hôpital du Taaone

L'hôpital du Taaone, financé à 70 % par la dotation globale provenant des régimes de protection sociale, connaît des problèmes de trésorerie. Une des causes provient du non-versement de la dotation due par le régime de solidarité (RSPF), actuellement en grandes difficultés financières.

Pour faire face à cette situation, le Pays a décidé d'attribuer, fin septembre, une avance de trésorerie de 1 milliard de F CFP à l'hôpital du Taaone, remboursable avant le 31 décembre 2012.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : politique monétaire

Baisse du cash rate d'un quart de point

Lors de sa réunion mensuelle, la Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé d'abaisser d'un quart de point son principal taux directeur, le cash rate, qui passe de 3,50 % à 3,25 % à partir du 3 octobre 2012.

Elle constate que les fondamentaux de l'économie australienne sont solides. La croissance évolue près de son potentiel de long terme, avec une inflation contenue dans la cible visée par les autorités monétaires et un marché du travail en légère hausse. Mais elle estime que les perspectives de croissance mondiale restent peu porteuses et qu'il est nécessaire d'apporter un assouplissement supplémentaire pour soutenir l'économie australienne.

Australie : commerce extérieur

Déficit de 2 milliards de \$ australiens en août 2012

En déficit depuis janvier 2012, en raison de la décreue des cours internationaux des matières premières, la balance des biens et services australienne présente en août un déficit de 2 milliards de \$ australiens (- 1,5 milliard en juillet). Les exportations s'affichent en recul de 3,3 %, tirées vers le bas par celles de minerai de fer (- 6,9 %) et de charbon (- 11 %).

Les importations, pour leur part, diminuent de 1,3 %, à cause du repli des importations de biens intermédiaires, notamment de produits énergétiques. A l'inverse, les importations de biens de consommation (+ 1,9 %) croissent, de même que les importations de capitaux (+ 0,2 %) qui conservent un niveau élevé, surtout dans le domaine minier.

Nouvelle-Zélande : croissance économique

Hausse du PIB de 0,6 % au deuxième trimestre 2012

Au deuxième trimestre 2012, le PIB de la Nouvelle-Zélande progresse de 0,6 % (+ 1 % au premier trimestre 2012), grâce à la contribution de l'agriculture (+ 4,7 %) et, dans une moindre mesure, de la construction (+ 3,3 %) et de l'industrie (+ 0,8 %).

En glissement annuel, la hausse du PIB est de 2,6 % (+ 2,3 % au trimestre précédent).

Les indicateurs de référence

| | date | m-12 | m-1 | m | ▲/mois | ▲/an | |
|---|----------------------------------|---------|---------|---------|----------|---------|--------|
| Indicateurs macroéconomiques | | | | | | | |
| Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007) | sept-12 | 105,5 | 106,6 | 106,6 | 0,1% | 1,0% | |
| Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000) | mai-12 | 119,3 | 115,8 | 115,5 | -0,3% | -3,2% | |
| Commerce extérieur | <i>Exportations (en M F CFP)</i> | août-12 | 1 416 | 1 286 | 1 561 | 21,4% | 10,2% |
| | <i>Importations (en M F CFP)</i> | août-12 | 13 715 | 14 088 | 16 445 | 16,7% | 19,9% |
| <i>(source : ISPF)</i> | | | | | | | |
| Entreprises | | | | | | | |
| Importations de biens d'équipement (M F CFP) | août-12 | 2 105 | 2 796 | 3 478 | 24,4% | 65,2% | |
| Importations de véhicules utilitaires (M F CFP) | août-12 | 146 | 90 | 60 | -32,7% | -58,8% | |
| Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb) | août-12 | 127 | 100 | 100 | 0,0% | -21,3% | |
| Personnes morales en interdiction bancaire (nb) | sept-12 | 429 | 477 | 472 | -1,0% | 10,0% | |
| <i>(sources : ISPF, IEOM)</i> | | | | | | | |
| Ménages | | | | | | | |
| Importations de biens de consommation courante (M CFP) | août-12 | 2 002 | 2 185 | 2 104 | -3,7% | 5,1% | |
| Importations de produits alimentaires (M CFP) | août-12 | 3 265 | 3 311 | 3 677 | 11,1% | 12,6% | |
| Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb) | août-12 | 299 | 221 | 233 | 5,4% | -22,1% | |
| Personnes physiques en interdiction bancaire | sept-12 | 3 154 | 3 128 | 3 075 | -1,7% | -2,5% | |
| <i>(sources : ISPF, IEOM)</i> | | | | | | | |
| Secteurs | | | | | | | |
| Agriculture | | | | | | | |
| Exportations de perles brutes (en M F CFP) | août-12 | 816 | 619 | 1 091 | 76,3% | 33,6% | |
| Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP) | août-12 | 88 | 196 | 202 | 2,6% | 129,8% | |
| BTP | | | | | | | |
| Importations de ciment (en M F CFP) | août-12 | 64 | 130 | 137 | 5,7% | 114,3% | |
| Importations de bois transformé (en M F CFP) | août-12 | 136 | 159 | 186 | 17,4% | 37,3% | |
| Industrie | | | | | | | |
| Exportations de mono en vrac et conditionné (en M F CFP) | août-12 | 1 | 16 | 21 | 28,7% | 2680,5% | |
| Exportations d'huile de coprah (en M F CFP) | août-12 | 65 | 57 | 44 | -21,6% | -31,9% | |
| Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP) | août-12 | 125 | 55 | 14 | -74,9% | -89,0% | |
| Tourisme | | | | | | | |
| Nombre de touristes | juil-12 | 16 851 | 14 940 | 16 979 | 13,6% | 0,8% | |
| Taux d'occupation hôtelière (CPH) | sept-12 | 63,6% | 72,7% | 71,1% | -1,6 pts | 7,6 pts | |
| <i>(sources : ISPF, CPH)</i> | | | | | | | |
| Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP) | | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | |
| Ménages | <i>Dépôts à vue</i> | août-12 | 56 630 | 57 710 | 56 238 | -2,6% | -0,7% |
| | <i>Comptes sur livret</i> | août-12 | 96 605 | 93 977 | 94 477 | 0,5% | -2,2% |
| | <i>Dépôts à terme</i> | août-12 | 56 820 | 63 274 | 62 550 | -1,1% | 10,1% |
| Entreprises | <i>Dépôts à vue</i> | août-12 | 79 448 | 71 378 | 68 890 | -3,5% | -13,3% |
| | <i>Dépôts à terme</i> | août-12 | 42 531 | 42 428 | 45 552 | 7,4% | 7,1% |
| Encours bancaires | | | | | | | |
| Ménages | <i>Crédits de trésorerie</i> | août-12 | 80 155 | 77 579 | 77 457 | -0,2% | -3,4% |
| | <i>Crédits à l'habitat</i> | août-12 | 135 980 | 141 515 | 141 847 | 0,2% | 4,3% |
| Entreprises | <i>Crédits de trésorerie</i> | août-12 | 51 773 | 49 583 | 48 841 | -1,5% | -5,7% |
| | <i>Crédits d'équipement</i> | août-12 | 53 906 | 57 675 | 57 950 | 0,5% | 7,5% |
| <i>(source : IEOM)</i> | | | | | | | |

4 – Les taux

| TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE | | | | | | | | | |
|--|--------------|------------------|--------------|---|---|--|------------|------------|--------------|
| | taux | | date d'effet | | | | | | |
| taux de la facilité de dépôt | 0,00% | | 11/07/2012 | | | | | | |
| taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement | 0,75% | | 11/07/2012 | | | | | | |
| taux de la facilité de prêt marginal | 1,50% | | 11/07/2012 | | | | | | |
| TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER | | | | | | | | | |
| | date d'effet | | taux | | taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte | | | | |
| taux de la facilité de dépôt | 27/05/2010 | | 0,25% | | 3,50% | | | | |
| taux de réescompte des crédits aux entreprises | 24/07/2012 | | 0,75% | | 4,70% à 5,15% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2012) | | | | |
| taux de réescompte des prêts bancaires au logement | 01/08/1996 | | 3,00% | | | | | | |
| taux de la facilité de prêt marginal | 24/07/2012 | | 1,50% | | | | | | |
| taux de l'escompte de chèques | 24/07/2012 | | 1,50% | | | | | | |
| TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE | | | | | | | | | |
| taux d'intérêt en fin de mois | | | | | | | | | |
| | 27/09/2012 | 31/08/2012 | Var. M-1 | fin 12/10 | Var. fin 08 | taux de base bancaire | | taux | date d'effet |
| EONIA | 0,0950% | 0,1100% | - 0,015 pt | 0,8170% | - 0,722 pt | banques métropolitaines | | 6,60% | 15/10/2001 |
| EURIBOR 1 mois | 0,1150% | 0,1210% | - 0,006 pt | 0,7820% | - 0,667 pt | banques locales | | | |
| EURIBOR 3 mois | 0,2210% | 0,2780% | - 0,057 pt | 1,0060% | - 0,785 pt | taux d'intérêt légal | | taux | JORF |
| EURIBOR 6 mois | 0,4420% | 0,5370% | - 0,095 pt | 1,2270% | - 0,785 pt | année 2012 | | 0,71% | 08/02/2012 |
| EURIBOR 12 mois | 0,6900% | 0,8050% | - 0,115 pt | 1,5070% | - 0,817 pt | année 2011 | | 0,38% | 03/02/2011 |
| taux d'intérêt en moyenne mensuelle | | | | | | | | | |
| | 27/09/2012 | 31/08/2012 | Var. M-1 | fin 12/10 | Var. fin 08 | Définitions | | | |
| TEMPE | 0,1003% | 0,1104% | - 0,010 pt | 0,4902% | - 0,395 pt | EONIA: Euro OverNight Index Average | | | |
| EURIBOR 1 mois | 0,1190% | 0,1320% | - 0,013 pt | 0,8110% | - 0,692 pt | TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA | | | |
| EURIBOR 3 mois | 0,2470% | 0,3340% | - 0,087 pt | 1,0220% | - 0,775 pt | EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate | | | |
| EURIBOR 6 mois | 0,4850% | 0,6080% | - 0,123 pt | 1,2510% | - 0,766 pt | TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC) | | | |
| EURIBOR 12 mois | 0,7410% | 0,8790% | - 0,138 pt | 1,5260% | - 0,785 pt | TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC) | | | |
| TMO | 2,5100% | 2,3900% | + 0,120 pt | 3,5900% | - 1,080 pt | TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois) | | | |
| TME | 2,3100% | 2,1900% | + 0,120 pt | 3,3900% | - 1,080 pt | | | | |
| TRBOSP | 2,4800% | 2,4100% | + 0,070 pt | 3,6500% | - 1,170 pt | | | | |
| taux des euro-monnaies | | | | | | | | | |
| devise | USD | | | JPY | | | GBP | | |
| date | 27/09/2012 | 31/08/2012 | 31/12/2011 | 27/09/2012 | 31/08/2012 | 31/12/2011 | 27/09/2012 | 31/08/2012 | 31/12/2011 |
| taux JJ | 0,100% | 0,095% | 0,110% | 0,100% | 0,100% | 0,035% | 0,575% | 0,575% | 0,555% |
| 3 mois | 0,525% | 0,270% | 0,680% | 0,192% | 0,194% | 0,140% | 0,905% | 0,510% | 1,100% |
| 10 ans emprunts phares | 1,640% | 1,600% | 1,870% | 0,790% | 0,810% | 0,980% | 1,720% | 1,470% | 1,980% |
| TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2012) | | | | | | | | | |
| Prêts aux particuliers | | seuil de l'usure | | Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires | | | | | |
| | | | | 13,11% | | | | | |
| Prêts immobiliers | | seuil de l'usure | | Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF | | | | | |
| | | | | 11,20% | | | | | |
| Prêts immobiliers | | seuil de l'usure | | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | | | | | |
| | | | | seuil de l'usure | | | | | |
| Prêts à taux fixe | | 5,99% | | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | | | | | |
| | | | | 8,09% | | | | | |
| Prêts à taux variable | | 5,64% | | Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable | | | | | |
| | | | | 4,09% | | | | | |
| Prêts-relais | | 5,89% | | Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe | | | | | |
| | | | | 6,01% | | | | | |
| Autres crédits aux particuliers | | 13,36% | | Découverts en compte (1) | | | | | |
| | | | | 13,36% | | | | | |
| Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF | | 20,30% | | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans | | | | | |
| | | | | 5,81% | | | | | |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires | | 19,58% | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF | | 17,67% | | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires | | 16,75% | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF | | 14,84% | | Découverts en compte (1) | | | | | |
| | | | | 13,36% | | | | | |
| (1) y compris commission du plus fort découvert | | | | | | | | | |
| TAUX DE CHANGE | | | | | | | | | |
| Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR | | | | | | | | | |
| Dernier cours fin de mois | 1 USD/XPF | 92,2906 | 1 NZD/XPF | 76,8098 | 1 HKD/XPF | 11,9025 | 1 GBP/XPF | 149,5198 | |
| 100 JPY/XPF | 118,8918 | 1 AUD/XPF | 96,2663 | 1 SGD/XPF | 75,2977 | 100 VUV/XPF | 99,3047 | 1 FJD/XPF | 52,3706 |

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : octobre 2012 – Achevé d'imprimer le 19 octobre 2012 – N°ISSN 1955-8376

